

Le président de *Time Canada*, Stephen S. LaRue, a raison de dire qu'il n'est pas raisonnable de supposer que les nouvelles peuvent être manipulées de façon à répondre à une formule de contenu, bien qu'il soit peut-être plus juste de dire qu'elles le peuvent, mais au détriment du bien public. Effectivement, les nouvelles sont manipulées dans bien des pays, mais ce n'est pas encore le cas du Canada, et il serait néfaste de nous joindre à cette liste.

Selon LaRue, les nouvelles sont ce qui se passe vraiment, et on ne peut, par décret officiel, les rendre différentes à 80 p. 100.

C'est là-dessus que porte tout ce débat. Je suis certain que les députés d'en face ont reçu le même genre de courrier que nous. Je ne crois pas un seul instant qu'ils aient reçu des sacs de courrier leur disant de pousser l'affaire, de demander la clôture, ainsi de suite. Je pense qu'ils ont reçu le même courrier que nous et j'espère qu'ils auront le courage de le dire en comité, parce qu'à l'heure actuelle ils sont manifestement bâillonnés. Nous n'avons pas entendu un député du gouvernement parler de ce bill depuis un bon bout de temps. Ils sont manifestement bâillonnés et obligés de se taire. C'est une des tristes choses qui arrivent dans notre Parlement et dans bon nombre de nos débats. Nous entendons les ministériels s'enflammer et tout à coup quelqu'un dit: «Taisez-vous, ne parlez plus, laissez l'opposition tenir le crachoir, le bill finira par être adopté.» Cela devient une tactique parlementaire. Il est triste de voir, sur une question du genre, les députés d'en face rester assis et ne pas avoir le courage de participer au débat.

**M. J. R. Ellis (Hastings):** Monsieur l'Orateur, je suppose que dans deux minutes je serai le premier à profiter de la prolongation de la séance, notre pénitence pour avoir pris congé lundi. Je ne sais pas vraiment si c'est un honneur. En fait, je n'ai rien pour ou contre le magazine *Time*. Je le lis rarement sauf en avion lorsqu'on me le donne. Je n'ai pas non plus grand-chose à dire en faveur de *Reader's Digest*. Je le lis régulièrement depuis 35 ans. Je me souviens de ce magazine avant qu'il ne commence à faire de la publicité. Je l'aimais alors et je l'aime encore.

D'un autre côté, je voudrais donner tout mon appui aux publications canadiennes comme le *Macleans*. J'aimerais que ce genre de publications canadiennes grandissent et prospèrent et s'améliorent même si parfois je trouve un peu difficile de lire un journal canadien lorsque la couverture et l'article de fond parlent d'un joueur de football américain qui semble croire que la meilleure chose qu'il puisse avoir au Canada c'est une belle blonde qui l'attend au lit avec des fruits frais et toutes sortes de bonnes choses lorsqu'il rentre à la maison à n'importe quelle heure de la nuit.

Je suis aussi nationaliste que n'importe qui. Récemment, j'ai fait un voyage avec le comité des ressources nationales et travaux publics; le vice-président d'alors, qui est assis en face de moi, s'en souviendra certainement. J'ai passé beaucoup de temps à faire remarquer au comité que je soutenais non seulement les produits canadiens, mais encore les produits de la circonscription de Hastings.

● (1800)

Tout ce que je portais au cours de ce voyage—chaussettes, chemises, veston, manteau et même boutons de manchettes—avait été fait dans la circonscription de Hastings et ce qui n'y avait pas été fait, avait été acheté là. Tout était fait au Canada, j'en suis certain. Je me demande combien de députés en face de moi prennent la peine de s'assurer que chaque article de vêtement qu'ils portent est fait au Canada. Bien sûr, nous sommes un peu plus encouragés de ce côté-ci de la Chambre à porter certain article de vêtement. Je ne mentionnerai pas le nom du fabricant mais

### Périodiques non canadiens

nous porterions peut-être une marque de sous-vêtements avec plus d'intérêt. Combien de personnes à la Chambre se donnent la peine de s'assurer que les produits qu'ils achètent sont faits au Canada? Puisque je manifeste de l'intérêt à l'égard de tout ce que j'achète et que je porte, c'est-à-dire que je veux que tout soit fait au Canada, n'est-il pas raisonnable de penser que je tiens à ce que cette question soit réglée de la manière dont le gouvernement nous la présente, c'est-à-dire comme étant la manière canadienne.

Le gouvernement n'a pas justifié la présentation du bill C-58 et il n'a certainement pas justifié la clôture du débat en deuxième lecture. Quelle peut donc en être la raison? Je n'ai pas l'intention de débattre des chiffres à présent. Le député de Halton-Wentworth (M. Kempling), le député de Provencher (M. Epp), le député de Crowfoot (M. Horner) et d'autres orateurs qui m'ont précédé ont cité tous les chiffres possibles pour justifier le rejet du bill. Le député de Provencher a lu un certain nombre d'éditoriaux. J'avouerai franchement avoir oublié celui qu'a écrit Barry McCullough de *l'Intelligencer* de Belleville contre le projet de loi. Ce n'est pas souvent que lui et moi sommes d'accord, mais nous le sommes cette fois-ci.

Un certain nombre d'orateurs ont parlé de censure, et je voudrais croire que ce n'est pas là une politique du gouvernement libéral et qu'il ne saurait à tout prendre la préconiser. Dans ce cas alors pourquoi nous impose-t-il ce bill? Je n'arrive pas à comprendre pourquoi. Je cherche à en trouver la raison ultime du côté du ministre, mais je n'arrive pas à la trouver. C'est un de mes voisins, et rien chez lui ne me porte à le taxer de stupidité ou d'absence d'imagination. Quiconque dit cela au sujet d'une personne dont les racines sont si profondes dans Belleville, comme l'honorable Hugh Faulkner, devra m'affronter. On ne chasse pas une personne de ce genre. Le nom de Faulkner est étroitement lié au comté de Hastings et l'ancien musée Glanmore était à l'origine la maison Faulkner. Pourquoi présenterait-il cette loi? On ne cesse de se poser la question. Pourquoi imposerait-il au pays des pertes évidentes d'emplois?

**M. Faulkner:** Il faut remonter à la commission O'Leary pour trouver la réponse.

**M. Ellis:** Il faut remonter beaucoup plus loin pour comprendre ce que vous êtes en train de faire. Je suis certain que le bon sénateur serait loin d'encourager cette mesure. Nous parlons de la perte de l'industrie de la publication et de la perte d'emplois, au Québec en particulier. Je demande, sans préjugé partisan, pourquoi le ministre désire imposer ce genre de perte de revenu à une province qui fournit au parti libéral pas mal d'appui? Le ministre du Revenu national (M. Cullen) n'est certes pas plus pressé qu'il ne faut de percevoir quelques dollars de plus. Si on considère la rapidité avec laquelle l'argent des impôts est dépensé, je ne crois pas que ces quelques dollars de plus dureront bien longtemps. Ce ne peut pas être le but du gouvernement; d'ailleurs ce n'est pas ce que le bill laisse entendre. On a dit à la Chambre que seulement 19 p. 100 des revenus supplémentaires reviendraient aux éditeurs canadiens, et que la plupart d'entre eux iraient à la société Maclean-Hunter, qui est sûrement mieux en mesure que n'importe quelle autre maison d'édition canadienne de voir à ses affaires.

Les députés ne savent peut-être pas que j'ai été éditeur d'une revue pendant environ deux ans. J'étais alors dans le commerce du béton et je m'amusaï à publier un petit magazine trimestriel. J'ai appris que les grands magazines comme *Time* et *Reader's Digest* permettaient aux commanditaires de déduire le coût de la publicité et ainsi de placer